

NOVEMBRE 2023, NUMÉRO 19

WHAT'S NEWS

NEWSLETTER MENSUELLE DU GTPE-AFRIQUE ICOMOS

DANS CE NUMÉRO

L'Edito (p.2)

5 questions à Goabaone Gee Montsho (p.3)

Parole aux Aînés: Ribio Nzeza Bunketi Buse (p.5)

J'ai participé à l'atelier des facilitateurs de l'UNESCO (p.07)

A la découverte de Grand-Bassam (p.09)

Portr'Elles : Amélie Essessé, l'architecte bâtisseuse (p.10)



L'EDITO

Alyssa K. Barry

Le mois de novembre annonce déjà la fin de l'année, et l'occasion en général de commencer à faire notre bilan sur un chapitre qui se termine tandis qu'un autre se prépare à voir le jour. En attendant d'arriver à la fin de cette riche année 2023, nous restons fidèles à notre mission de partager encore une fois les enjeux et les hommes et femmes qui façonnent au quotidien le patrimoine de notre continent.

Qu'il s'agisse de faire valoir l'enseignement et le renforcement des capacités autour du patrimoine, de mettre en lumière les savoirs et savoir-faire des femmes, ou encore de rendre plus accessibles et inclusifs nos musées et notre patrimoine, ce nouveau numéro montre une fois de plus que le monde du patrimoine culturel africain est dynamique, et qu'il ne demande qu'à être mis en valeur.

D'Alexandrie à Gaborone, en passant par Grand-Bassam et Douala, êtes-vous prêts pour ce nouveau voyage ?

Bonne lecture !

5 QUESTIONS À GOABAONE GEE MONTSHO

Alyssa K. Barry

1. De Vancouver à Gaborone, qui est Goabaone Gee Montsho ?

Mon interaction avec le secteur du patrimoine a commencé à l'Université de l'île de Vancouver, au Canada. Dans le cadre de mon diplôme d'anthropologie, j'ai suivi un cours d'anthropologie muséale. Ce cours a déclenché ma passion pour la conservation des musées. Le métier de conservateur de musée laisse place à la créativité. Raconter des histoires sur les sociétés humaines à travers des expositions était une aventure pour moi. Cependant, en tant qu'étudiant malvoyant, je me demandais ce qui pouvait être fait pour rendre les musées accessibles aux aveugles. Cette question est devenue concrète pour moi au Musée national du Botswana. Après avoir obtenu mon master en administration publique à l'Université du Botswana en 2018, j'ai été embauché par le Musée national du Botswana.

2. En tant que professionnel avec un handicap, comment avez-vous navigué dans le monde du patrimoine pour arriver là où vous êtes aujourd'hui ?

En tant que professionnel malvoyant, j'utilise mes sens de l'ouïe, du toucher et de l'intuition pour naviguer dans le monde du patrimoine. Je crois en l'autonomisation professionnelle pour améliorer mes performances en tant que conservateur de musée. Par conséquent, je suis passionné par la participation à de nombreux forums sur le patrimoine à des fins de mise en réseau et de renforcement des capacités. En tant que président du Conseil international des musées du Botswana, je représente le comité national du Botswana sur les questions liées au patrimoine.



3. En quoi consiste votre travail en tant que conservateur de musée ?

Mon travail en tant que conservateur de musée consiste à diffuser des connaissances culturelles auprès des publics des musées. Je m'occupe des chercheurs et des étudiants qui recherchent des informations auprès du musée. Je produis des contenus culturels pertinents pour le public des musées nationaux du Botswana. Ce contenu est diffusé à la radio et sur les blogs des musées. En tant qu'ethnographe, je participe à l'organisation d'expositions temporaires au musée national du Botswana.

4. Selon vous, comment pouvons-nous rendre les musées et le patrimoine en général plus accessibles aux personnes handicapées, et comment y contribuez-vous ?

Les musées et le patrimoine en général peuvent être rendus accessibles aux personnes en situation de handicap en commençant par sensibiliser tous les acteurs du patrimoine. L'élaboration de cadres et de législations sur l'accessibilité est essentielle pour rendre les musées et le secteur du patrimoine universellement accessibles. Je donne des conférences sur l'accessibilité aux étudiants des universités qui suivent des cours sur le patrimoine. J'organise également des activités de sensibilisation pour les publics en situation de handicap dans les musées.

5. Quel est votre message à la jeunesse africaine ?

Le patrimoine matériel et immatériel africain est une opportunité à explorer pour les jeunes africains. Le patrimoine a le potentiel de créer des emplois et différentes opportunités commerciales. Grâce à l'innovation, à la créativité et à la technologie, les jeunes africains peuvent utiliser leur patrimoine de manière durable pour améliorer le développement économique et social dans leurs pays respectifs.



PAROLE AUX AÎNÉS: RIBIO NZEZA BUNKETI BUSE

propos recueillis par Jean-Paul Lawson



1. De Kinshasa à Alexandrie en passant par Johannesburg, qui est Ribio NZEZA BUNKETI BUSE?

Je suis Professeur à l'Université Catholique du Congo (UCC) et à l'Université de Kinshasa. Actuellement, j'assume les fonctions de Directeur du département Culture à l'Université Senghor à Alexandrie (Egypte), Opérateur direct de la Francophonie.

Après des études en communication, j'ai travaillé comme journaliste chez BRT Africa et Radio Okapi. J'ai été Assistant à la Faculté des communications sociales de l'UCC où j'ai étudié. Après mon Master en Management des entreprises culturelles (Université Senghor, 2009), j'ai contribué à Johannesburg aux travaux de création en 2013 à Nairobi de la Fondation Music in Africa dont j'ai été élu Président (2 mandats).

J'ai participé à la rédaction de la Stratégie de développement culturel de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale CEEAC adoptée en 2015, à celle de la candidature réussie de Kinshasa au réseau des villes créatives en musique de l'UNESCO, ainsi qu'à celle de l'inscription à l'UNESCO de la rumba comme élément du patrimoine culturel immatériel.

2. De la radio et des des industries culturelles et créatives (ICC), vous êtes passés à la passation de marchés publics où vous êtes resté une décennie. Quel rôle a joué ce changement de cap dans votre parcours professionnel?

Le fait de travailler dans la passation des marchés m'a permis d'acquérir des bases solides en gestion de projets de développement, surtout en relation avec les bailleurs de fonds internationaux tels que la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA).

Le secteur culturel a non seulement besoin des talents mais également des gestionnaires ayant une connaissance des outils, des méthodes et des techniques éprouvées. Toutefois, ceci va sans ignorer les spécificités des biens et des services culturels. Ce passage a forgé ma réflexion, mon regard et la nature de mes analyses sur le secteur culturel en général, et sur les industries culturelles et créatives en particulier. Mes publications en sont l'écho. En plus de la passation des marchés, j'ai côtoyé les notions de la gestion opérationnelle, de la gestion financière, de l'audit et du suivi-évaluation des projets.

Par ailleurs, j'ai appris les notions de planification du développement aidant à dialoguer utilement avec les acteurs du secteur public.

Aujourd'hui, cette expérience m'est grandement utile dans la conduite des activités au sein du département Culture de l'Université Senghor en matière de coordination et de gestion des projets confiés par les bailleurs.

3. En 2017, vous avez rejoint l'enseignement supérieur, d'abord à Kinshasa et depuis octobre 2021, l'université Senghor à Alexandrie en tant que Directeur du Département Culture. Pourquoi l'enseignement et quelles sont les principales orientations de votre mission à Alexandrie?

L'enseignement est lié à ma volonté de partager mes connaissances et de mettre mes compétences au service de la société. C'est ce qui me motive car j'estime avoir beaucoup reçu durant mon parcours universitaire et professionnel pour ne pas pouvoir rendre aux autres. C'est une mission exaltante dans la mesure où l'on permet à la société d'avancer, de voir ce que tout le monde ne voit pas, d'indiquer de nouvelles voies à explorer. En plus, le monde académique exige plus de rigueur pour soi-même dans la réflexion, dans les analyses et dans l'appréciation des situations. Il y a quelque part une obligation d'excellence d'autant plus que l'on sert de guide.

A l'Université Senghor, je vise, dans le cadre du plan stratégique général, de contribuer à offrir une expérience universitaire unique dans le domaine de la culture à l'échelle du continent. Le résultat est que l'on dise : " si je veux devenir un tel dans le domaine culturel africain, j'ai l'Université Senghor parmi mes premiers choix de formation". Tout cela passe par une attention particulière aux cours, aux activités para-académiques, aux voyages d'études, aux programmes d'échanges, aux projets, aux partenariats, au positionnement auprès des institutions de renom dans le secteur, etc.

4. « Culture au futur. Perspectives pour le développement du secteur culturel et créatif congolais » est le titre de l'ouvrage que vous avez publié le 24 janvier 2021. Quel est selon vous aujourd'hui, le rôle de la jeunesse africaine dans le développement culturel de l'Afrique au regard de l'agenda 2063 de l'Union Africaine?

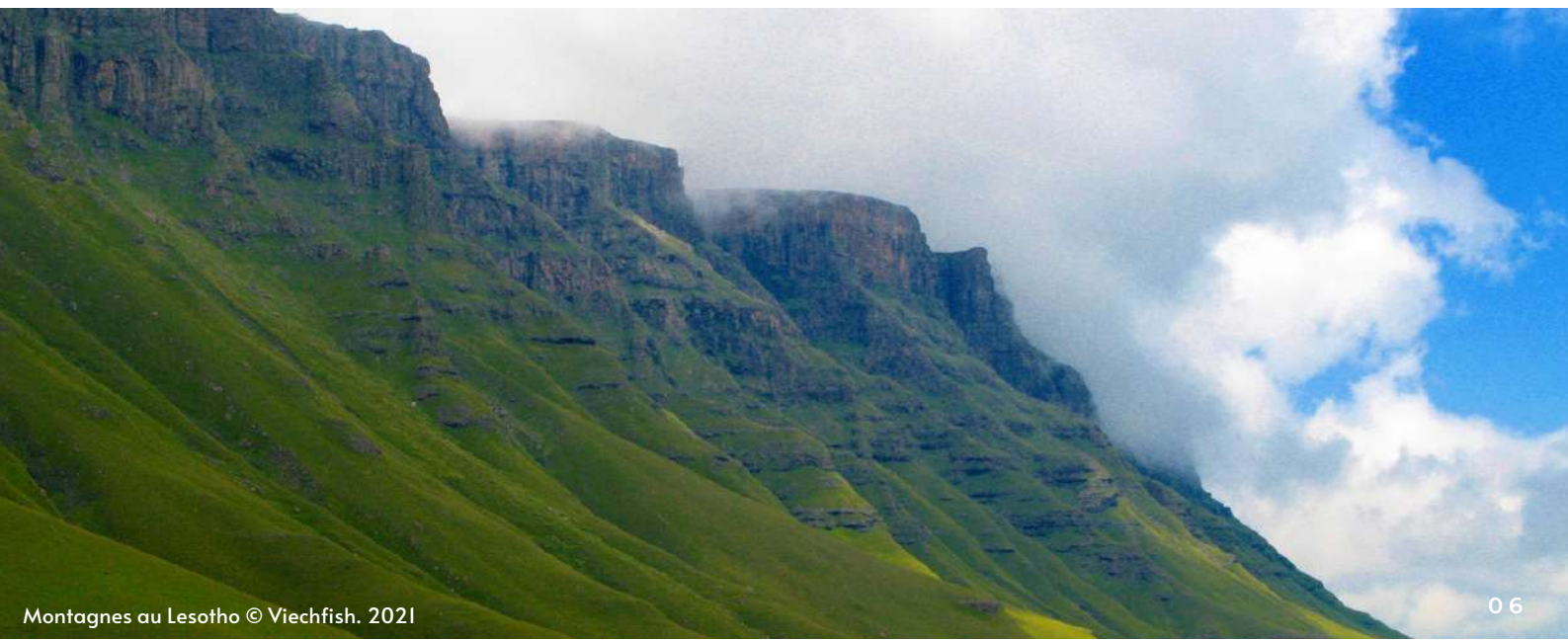
La première chose pour la jeunesse africaine en général est de s'approprier de l'Agenda 2063 dans son entièreté. C'est le document de base qui trace les grandes lignes de développement du continent après la première phase politique de l'Union Africaine (UA) qui a presque atteint sa mission.

La seconde chose est la connaissance d'autres documents fondamentaux tels que la Charte de la renaissance culturelle africaine, le plan d'actions révisé de l'UA sur les industries culturelles et créatives, ainsi que la loi type sur la protection du patrimoine culturel. Une fois fait, il lui reviendra alors d'élaborer des projets utiles, d'élargir des horizons, de bâtir des synergies au niveau national et continental afin que la culture soit réellement le levier du développement africain. C'est le socle de l'avenir du continent car les infrastructures, l'économie, la santé, l'éducation, les technologies et autres secteurs ne trouveront leur pertinence qu'en s'y ressourçant.

5. Votre dernier message pour les jeunes professionnels du patrimoine africain?

Je recommanderais aux jeunes professionnels africains du patrimoine de continuer à se former pour améliorer leurs compétences et leurs connaissances, et à en acquérir d'autres qu'exige notre monde en constante mutation. Les questions actuelles et pressantes liées au changement climatique, aux technologies telles que l'intelligence artificielle et les NFT méritent d'être intégrées dans les schémas de réflexion et de solution aux réalités. Toutefois, point n'est besoin d'oublier des questions persistantes de préservation, de conservation, de valorisation, et de promotion du patrimoine culturel. L'augmentation du nombre de sites africains sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO intervenue cette année est une motivation et un encouragement à travailler davantage.

Pour terminer, je salue l'engagement au niveau national et international des jeunes professionnels du patrimoine auprès des organisations telles que l'ICCROM, l'ICOM et l'ICOMOS. Je les encourage vivement. Qu'ils profitent de ces tribunes et opportunités pour faire la différence !



J'AI PARTICIPÉ À L'ATELIER DE L'UNESCO "RENFORCER LE RÉSEAU DES FACILITATEURS EN AFRIQUE ET DANS LES ÉTATS ARABES : FORMATION DES FORMATEURS"

Par Bathusi Lesolobe

Le récent atelier "Renforcer le réseau des facilitateurs en Afrique et dans les États arabes : formation des formateurs", organisé par l'UNESCO et accueilli par l'Institut du patrimoine de Sharjah aux Émirats arabes unis, a rassemblé des formateurs du patrimoine culturel immatériel (PCI) d'Afrique et des États arabes. L'atelier visait à doter ces formateurs des compétences nécessaires pour rejoindre le réseau mondial des facilitateurs, qui vise à aider les États à renforcer leurs capacités dans le cadre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Parmi les participants figuraient des chercheurs, des professeurs d'université, des fonctionnaires, des représentants d'ONG travaillant dans le domaine de la culture et des formateurs du secteur privé.

En réunissant des formateurs d'Afrique et des États arabes, l'atelier a non seulement favorisé la collaboration et l'échange de connaissances, mais il a également contribué à donner aux communautés locales les moyens de sauvegarder leur patrimoine culturel.

Au cours de l'atelier, les participants ont pu découvrir le patrimoine culturel immatériel de Sharjah en s'engageant dans des exercices pratiques avec des praticiens du PCI de différentes régions de Sharjah. L'une de ces expériences a consisté à documenter le PCI lié à l'élevage de chameaux et aux pratiques qui y sont associées, telles que les courses de chameaux. Les participants ont eu l'occasion d'interagir avec les praticiens, de partager des idées et d'évaluer le statut de la pratique culturelle, en particulier les développements technologiques incorporés dans la mise en œuvre de l'élément. Cet exercice a renforcé la capacité des facilitateurs à évaluer le statut du PCI d'un point de vue différent.

L'atelier a marqué une étape importante dans le renforcement de capacités des formateurs des deux régions, tout en contribuant à la sauvegarde et à la promotion du patrimoine culturel immatériel. Au fur et à mesure que ces facilitateurs rejoignent le réseau mondial des facilitateurs, ils sont prêts à jouer un rôle central en soutenant les États parties dans leurs efforts de sauvegarde et de promotion de leurs traditions culturelles.

En fin de compte, l'atelier a souligné l'engagement à préserver la diversité culturelle et l'importance de la collaboration et du partage des connaissances entre les deux régions.



LE SAVIEZ-VOUS ? GRAND-BASSAM : VILLE HISTORIQUE, BERCEAU DE LA CÔTE D'IVOIRE MODERNE

Affoh Guenneguez



Ville historique de Grand-Bassam © Affoh Guenneguez. 2011

La ville historique de Grand-Bassam se situe à quarante kilomètres au Sud-est d'Abidjan. Elle comprend la première capitale coloniale de Côte d'Ivoire appelée « Quartier France » et un village habité par le groupe socio-culturel N'Zima.

Le Quartier France est érigé à la fin du XIXe siècle sur une bande de terre entre la lagune Ouladine et l'Océan Atlantique sur lequel se trouve également le village N'Zima. De 1893 à 1900, le Quartier France est le siège administratif, portuaire et judiciaire de la Côte d'Ivoire. En 1900, une épidémie de fièvre jaune qui décime les $\frac{3}{4}$ des européens sur place, amorce son déclin. La capitale est alors déplacée mais Grand-Bassam demeure jusqu'aux années 1950 le centre économique et judiciaire du pays. C'est pourquoi en décembre 1949, elle est le théâtre du premier mouvement collectif d'envergure contre les décisions de l'administration coloniale organisée par des femmes.

La ville historique est inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis juin 2012, selon les critères (iii) et (iv). Elle abrite un important patrimoine matériel représenté par l'importance du bâti colonial, son organisation urbaine qui est demeurée la même depuis sa fondation et par le village N'zima.

Elle présente aussi un patrimoine immatériel représenté par la présence du royaume N'Zima, son espace social et la fête de l'Abissa.

PORTR'ELLES : AMÉLIE ESSESSÉ

Alyssa K. Barry



S'il y a bien une femme que nous devons inclure dans notre rubrique Portr'elles, c'est bien Amélie Essessé. Son parcours téméraire et passionné témoigne de son engagement pour mettre en lumière les femmes et leur rôle dans la préservation du patrimoine.

Après une enfance passée à Douala au Cameroun, Amélie est envoyée en France à 15 ans où elle poursuit sa scolarité. En 1990, elle est l'une des rares filles à obtenir un baccalauréat technique F4 – Génie Civil. Elle s'oriente ensuite en architecture et intègre l'École d'Architecture de Paris Conflans, UP4 (Ex-École des Beaux-arts), où elle se pose très tôt la question : « Si je veux faire une maison au Cameroun, quel serait le type ? ». En 1992, elle s'associe avec d'autres étudiants africains pour organiser un colloque « Art et Architecture d'Afrique », qui marquera le début de sa curiosité sur les typologies architecturales africaines. Après l'obtention en 1993 de son diplôme d'études fondamentales en architecture (DEFA), elle continue son parcours au sein de l'École d'architecture de Paris la Villette (UP6) où elle suit un programme sur les pays en développement. Elle est active au sein de l'association des étudiants et crée la branche « La Villette Africaine », qui organise des événements culturels, dont une conférence sur le thème « Femmes bâtisseuses d'Afrique », un élément fondamental pour comprendre la suite de sa carrière.

Aujourd'hui architecte DPLG (Diplômée Par Le Gouvernement), experte internationale pour le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, auteure d'ouvrages jeunesse, de films documentaires et de différents articles sur le patrimoine africain et Présidente de l'association Bâtir et Développer avec une action phare « Femmes bâtisseuses d'Afrique et d'Ailleurs », Amélie est une femme aux multiples casquettes qui avance vaillamment pour apporter sa contribution à l'architecture et au patrimoine africain. Elle milite pour un habitat harmonieux et respectueux des êtres humains et de leur environnement et pour l'élargissement des débats sur la valorisation des savoir-faire et de la place des femmes dans l'architecture et dans les métiers de sauvegarde de ce patrimoine bâti, en prenant en compte la dimension immatérielle.

Pour elle : « La prise en compte de la place de la femme dans la préservation du patrimoine est plus qu'une urgence. En effet, les femmes sont également les gardiennes du patrimoine. Ce sont elles qui transmettent leur savoir-faire tout en éduquant, en gérant leur ménage. La transmission intergénérationnelle, l'ingéniosité qu'elles déploient et le renouvellement des nombreuses formes qu'elles produisent, font d'elles des trésors humains vivants d'exception. Leur place et leur avenir dans la préservation du patrimoine ne demandent qu'à être davantage reconnus et valorisés. Ceci contribue à leur autonomisation, à l'enrichissement de la connaissance, et participe ainsi aux grandes étapes de l'histoire de l'humanité forgeant un avant-après. »

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS

- L'ICOM International lance un appel à propositions de projets pour subventions pour les projets spéciaux et les projets de solidarité de SAREC 2024. Pour plus d'informations: <https://tinyurl.com/appelicom24>.
- Appel à résumés en vue de la participation à la Conférence Initiative AFRICA24. Pour plus d'informations, <https://tinyurl.com/africa24ciav>.
- Appel à action pour la COP 28 - Pour une culture au cœur de l'action climatique. Pour en savoir plus: <https://tinyurl.com/appelcop28>.
- Appel ouvert : programme de résidence Black Rock Sénégal 2024. Pour plus d'informations: <https://tinyurl.com/blackrock24>.

OURS

Coordination & Edition: Jean-Paul C. Lawson & Affoh Guenneguez.

Relecture & Traduction: Alyssa K. Barry, Avenir G. Meikengang, Florentine Okoni.

Ont contribué à ce numéro: Alyssa K. Barry, Affoh Guenneguez, Jean-Paul C. Lawson, Bathusi Lesolobe, Goabaone Gee Montsho, Ribio Nzeza Bunketi Buse, Florentine Okoni.

Photos libres de droit : IWARIA, PEXELS, PIXABAY, FLICKR.





SUIVEZ-NOUS SUR



EPWGAFRICA



ICOMOS EPWG AFRICA REGION



ICOMOSEPWGAFR



ICOMOS EPWG AFRICA



ICOMOSEPWGAFR



EPWGICOMOSAFRICA